

TISA

Contexte, enjeux et position de l'USS

José Corpataux, USS
26 novembre 2015



TISA: contexte, objectifs et participants

❖ TISA – Trade in Services Agreement

- ❑ *Cycle de Doha dans l'impasse*
- ❑ *Les États-Unis lancent l'idée d'un accord sur le commerce des services entre les pays membres de l'OMC qui le souhaitent*
- ❑ *Depuis février 2012, des négociations plurilatérales entre «volontaires», hors OMC, portant sur les services sont en cours*
 - 23 gouvernements représentant 50 pays sont impliqués:
L'Australie, le Canada, le Chili, la Colombie, la Corée du Sud, le Costa Rica, les États-Unis, Hong-Kong, l'Islande, Israël, le Japon, le Liechtenstein, Maurice, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, le Pakistan, le Panama, le Pérou, la Suisse, Taïwan, la Turquie ainsi que l'UE (représentant ses 28 États membres)
- ❑ *Poids de ces pays réunis: 70% du commerce mondial de services*



TISA: contexte suisse et position du SECO

- ❑ *Depuis quelques années, la Suisse a multiplié les accords commerciaux internationaux (principalement des accords bilatéraux de libre-échange)*
- ❑ *Argumentation: renforcer la compétitivité de la place économique suisse suite à la crise de 2008 et à l'appréciation du franc suisse, et depuis plus récemment, pour faire face aux incertitudes qui peuvent peser sur les relations entre la Suisse et l'UE*
- ❑ *TISA découle de la même logique*
 - Point important: pour la Suisse, le SECO nous garantit que les services publics ne sont pas «négociables» et sont donc exclus de la négociation
 - => Mandat de Doha



TISA: la structure de l'accord

- ❑ *Des offres d'engagement individuelles*
 - Chaque pays fait une offre à l'ensemble des autres pays. Les secteurs engagés peuvent donc grandement varier par pays. En bref, si la Suisse exclut de sa liste d'engagement l'essentiel des services publics, un autre pays peut au contraire les soumettre
- ❑ *Des annexes sectorielles ou thématiques*
 - Celles-ci sont *a priori* confidentielles. Elles s'appliqueront de manière prioritaire et transversale par rapport aux offres
 - Début juin 2015: Wikileaks dévoilait 17 annexes



TISA: la structure de l'accord

- ❑ *Des listes d'engagement hybrides et des clauses de non-retour*
 - Par liste positive, on nomme explicitement les secteurs pour les engager. Avec une liste négative, à l'inverse, tous les secteurs sont a priori engagés, à moins qu'ils ne soient expressément exclus
 - La négociation inclut également les clauses de rochet (« ratchet ») et de gel (« standstill »). De manière très résumée, de telles clauses empêchent qu'un pays ne revienne sur les engagements pris lors de la signature de l'accord. Elles impriment une direction unidirectionnelle et irréversible. Une fois qu'un secteur est libéralisé, il n'est plus possible de revenir en arrière



Une rafale de critiques contre TISA

❖ **Fin mars 2014: constitution du comité Stop TISA et lancement d'une pétition nationale**

- ❑ *Composition au départ: Jeunes verts, Jeunes socialistes, SSP, diverses formations altermondialistes*
- ❑ *La pétition demande au Conseil fédéral:*
 - d'informer de manière complète et exhaustive le parlement et la population des buts et contenus du TISA
 - de prendre les dispositions nécessaires pour un retrait immédiat de la Suisse de ces négociations



Une rafale de critiques contre TISA

❖ **Trois critiques majeures du comité Stop TISA:**

- ❑ *Comme d'autres traités de libre-échange et d'ouverture des marchés à la concurrence, cet accord se fonde sur des systèmes contraignants qui réduisent fortement l'autonomie des États – et surtout des populations – et dont la portée dépasse largement le commerce*
 - ✓ Notamment la création de tribunaux d'arbitrage privés, échappant au droit des États contractants
- ❑ *TISA imposerait aux pouvoirs publics une «obligation de neutralité économique» entre prestataires de services publics et privés*
- ❑ *Les négociations se sont déroulées dans la plus grande opacité*



Une rafale de critiques contre TISA

❖ **Autres critiques majeures:**

- ❑ *Des concessions concernant les services publics pourraient être faites lors de prochains rounds de négociations; des concessions de marché qui ne pourront plus être annulées rétroactivement (SSP)*
- ❑ *Règles et contenus du TISA se construisent au fur et à mesure des négociations*
- ❑ *Document critique publié par l'Internationale des Services publics*
 - ✓ Risque de multilatéralisation
 - ✓ Fait le jeu des multinationales et des pays riches
 - ✓ Nouvelle déréglementation des services financiers



Le point sur les principales critiques

- ❑ *L'offre suisse et sa liste d'engagement*
 - L'offre initiale suisse exclut les services publics tels que définis aujourd'hui au sens large
- ❑ *Les tribunaux d'arbitrage privés*
 - Un organe de règlement des différends État/entreprise privée n'est pas à l'ordre du jour. La question porte sur un organe de règlement des différends État à État. La forme définitive que prendra ce dernier demeure cependant ouverte



Le point sur les principales critiques

- ❑ *Les annexes*
 - Le point noir!
 - Les participants étaient libres de proposer les annexes qu'ils souhaitaient
 - Ces annexes sont confidentielles et les règles de négociation qu'elles impliquent sont tout sauf explicites! Les intérêts des « grands pays » et le jeu des alliances joueront très certainement un rôle clé. La négociation est en cours et on ne sait pas ce qu'il en ressortira
 - Des annexes portent sur certains secteurs ou thèmes sensibles! Quelques exemples:
 - L'annexe sur la poste cherche à promouvoir plus de libéralisation dans le secteur
 - L'annexe sur le commerce électronique soulève la question de la protection des données et de leur transfert



Le point sur les principales critiques

- L'annexe qui concerne les « telecommunication services » demande une séparation claire entre les entreprises du secteur et l'Etat, ce qui pourrait remettre en cause la participation majoritaire de la Confédération dans Swisscom
 - Une autre annexe, non publiée par Wikileaks, sur les « state-owned enterprises » irait dans le même sens, et ce pour l'ensemble des entreprises publiques
 - L'annexe sur la transparence demande que chaque partie publie à l'avance tout projet de loi et oblige à consulter les acteurs concernés. C'est une porte ouverte au lobbying des multinationales...
- ❑ *La multilatéralisation*
- Le SECO ne cache pas sa volonté qu'au final l'accord TISA soit «multilatéralisé»



Conclusion et position de l'USS

- ❑ *Le SECO nous assure que les services publics au sens large sont exclus de l'offre suisse à TISA. Néanmoins, comme l'avons constaté, les annexes sont à même de bousculer l'offre suisse (à l'exemple des services postaux)*
- ❑ *Néanmoins, les critiques et les incertitudes suscitées par un tel accord, en particulier au niveau des annexes, sont importantes!*
- ❑ *L'USS a décidé de soutenir la pétition Stop TISA et de continuer à mettre une pression conséquente sur le SECO*

